



Eric Frécon
Asia Centre

Et puis il y a la démographie... Dans le marché disciplinaire où la science politique vient se nourrir, il est facile de se fourvoyer : l'internationaliste semble trop distant – et réduit à compter les points souvent dans un délicat jeu diplomatico-universitaire –, l'ethnologue manque de recul – même si ses travaux de terrain demeurent uniques –, l'économiste

donne l'impression que tous ses indicateurs pourraient être démontés par quelques autres, surtout depuis la crise de 1997... Demeure donc l'étude de la population, au mieux suspectée, au pire oubliée, alors qu'il s'agit de l'objet d'étude central.

C'est ainsi qu'en politique intérieure, il paraît dangereux de tirer des conclusions régionales des scrutins en cours, qu'il s'agisse d'une tendance à l'autoritarisme ou à la démocratie, même passé au filtre de l'oxymore : démocratique pour l'un ou illibérale pour l'autre. A ce sujet, en écho à notre scepticisme face à des dénominateurs pas aussi communs qu'on ne le croit, rappelons cet échange avec un collègue indonésien qui nous disait combien le rapport à la Chine et à ses investissements évolue, rien qu'à Sumatra, selon les gouverneurs, acteurs clés depuis la décentralisation, et même au sein des provinces, comme dans les îles Riau ; d'ailleurs, les postures indonésiennes divergent même au sein du gouvernement (entre diplomatie et défense), des forces armées (entre terre et marine), voire au cœur du ministère-coordonateur pour les Affaires maritimes (entre Luhut et son ancien adjoint Arif Havas Oegroseno - cf. *Portrait*, p. 12).

S'il est donc dangereux de généraliser des tendances et inflexions, notamment politiques, la démographie permet en revanche de valider des bascules électorales. Difficile d'indiquer où se dirigera la Thaïlande mais, c'est acquis, le précédent clivage chemises rouges-chemises jaunes, est dépassé et une nouvelle génération émerge ; de même, le schéma politique autour de l'UMNO (United Malays National Organisation) en Malaisie se révèle obsolète ; enfin, le poids des *Millenials* (cf. *Image*, p. 2) est décisif en Indonésie : Joko Widodo l'a compris en ciblant cette population, à la différence de Prabowo (cf. *Trois questions à...*, p. 15). Aux Philippines aussi, Duterte a redistribué les cartes, au-delà des logiques strictement économiques, constitutionnelles, historiques ou diplomatiques (cf. le rôle croissant de sa sœur ; *Portrait*, p. 12 et les 3 Questions à ..., p. 15). Partout, une nouvelle vague vote ou se porte au pouvoir. Après la génération des pionniers post-indépendance, autour des pères-fondateurs, puis celle du « Miracle asiatique » et de sa crise, avec des héritiers – souvent au sens strict – en manque de projets

et d'enthousiasme pour prendre le relais (Badawi et Najib en Malaisie, Megawati voire Yudhoyono en Indonésie, Lee Hsien Loong à Singapour), émergerait une troisième génération : celle de la synthèse, autant des réseaux sociaux et de la mondialisation digérée, d'un côté, que d'un post-colonialisme décomplexé ainsi que d'une confiance nationale (re)trouvée, de l'autre (cf. le cas Thaïlandais – *Publications*, p. 8).

En va-t-il de même au niveau extérieur ? Après l'heure de l'ASEAN, « club d'autocrates golfeurs » ambitieux et intéressés, vint celle du « minilatéralisme » (cf. *Publications*, p. 3) dans les années 2000, dans le détroit de Malacca et aujourd'hui en mer de Sulu-Sulawesi (cf. *Activité* et le rapport du programme *Stable Seas*, p. ***). L'heure ne serait-elle pas à présent à une sorte de troisième niveau, celui du « maxilatéralisme » ? Les liens se tisseraient au-delà de la seule ASEAN, comme l'Indonésie l'a souvent montré, auprès de partenaires tiers, non seulement autres que les grandes puissances mais aussi semblables car soumis à des problématiques identiques en termes d'influence et dépendance, dans d'autres ensembles géopolitiques : pacifique et indianocéanien. Par ce biais, les pays riverains se réapproprieraient alors l'Indo-Pacifique, jusqu'ici confisquée par les bateaux de la Chine et les Trois mousquetaires du *Quad* (avec Washington dans les habits de d'Artagnan et l'Inde dans ceux d'Athos, légèrement en marge ?!)...

SOMMAIRE

Edito	p. 1
Lettre de...	p. 4
Koh Kong (Cambodge)	
Chronologie	p. 5
Publications	p. 8
Vu sur <i>Twitter</i>	p. 10
A propos des élections en Thaïlande	
Personnalités	p. 12
Sara Duterte (Philippines)	
Arif Havas Oegroseno (Indonésie)	
Chef de file du Parti démocrate thaïlandais	
Agenda	p. 14
3 Questions à	p. 15
Aaron Rabena (Manila)	

Observatoire Asie du Sud-Est - cycle 2017-2020 - avec le soutien de la DGRIS • @StrategicSEAsia

Dr. Eric Frécon, Tom Eisenchteter, Héloïse Poras

Par Asie du Sud-Est, nous entendons Birmanie (Myanmar), Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Vietnam.

L'Observatoire de l'Asie du Sud-Est est une plateforme de recherche dédiée aux défis stratégiques qui animent la région. Le cycle 2017-2020 est piloté par Eric Frécon pour Asia Centre, avec le soutien du Ministère des armées, via sa Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS). L'Observatoire s'appuie sur un réseau de jeunes chercheurs et chercheuses travaillant au plus près du terrain. Son activité consiste en une lettre d'information bimensuelle, des publications thématiques, des tables-rondes d'experts et d'expertes et l'organisation d'un séminaire annuel.

Bonne visite sur notre site internet www.centreasia.eu et sur les Carnets d'Asia Centre: centreasia.hypotheses.org
Asia Centre, 2 avenue Bugeaud 75116 Paris • contact@centreasia.eu • 01 75 43 63 20

Notons que Pékin aussi, débarrassée des années non d'occupation mais de Mao, a cherché à renaître, d'abord sans montrer sa puissance sous l'impulsion de Deng ; aujourd'hui, Xi met en scène une Chine également décomplexée et sûre d'elle. Mais une fois les enfants uniques plus influents ou arrivés au pouvoir, peut-être plus empathiques et mieux connectés, l'heure sera sans doute également à la synthèse, à travers un BRI 2.0 – réactualisé en 3.0 depuis les dernières déclarations de Mme Lagarde. Ce serait nécessaire pour éviter le reflux chinois – ou « *pushback* » selon le mot de plus en plus en vogue au gré des renégociations de partenariats, comme en Malaisie – où, cela dit, des travaux ont repris. Les attitudes devront alors être moins hégémoniques et les leviers de puissance plus divers et subtils, autour de la diplomatie de défense ou culturelle – d'où le constant souci de la pluridisciplinarité.

Au-delà des taux de croissance et des budgets de défense, n'oublions donc pas ce que dit l'enfance, en Asie du Sud-est et autour.

PS : Arnaud Dubus a souvent collaboré avec l'Observatoire. Sa disparition nous attriste profondément. Les échanges en amont de ses publications étaient toujours riches d'enseignement et teintés de tellement d'humanisme. Son regard, à ce titre unique, va nous manquer. L'empathie avec un pays et son peuple ne s'apprend pas. Elle demande parfois d'immenses efforts personnels. Arnaud faisait partie des journalistes les plus ouverts, capable de collaborer non pas seulement avec de nombreux titres mais aussi avec de nombreuses sciences ! Surtout, Arnaud faisait partie de la Thaïlande.

IMAGES D'ACTUALITÉ

En écho à l'éditorial ainsi qu'à un post sur le compte Facebook de l'ASEAN le 8 avril dernier qui présentait ce document (daté du 31 décembre 2018 et publié en janvier 2019, en ligne : <https://asean.org/storage/2018/12/asyb-2018.pdf>) ; voir p. 5-6.

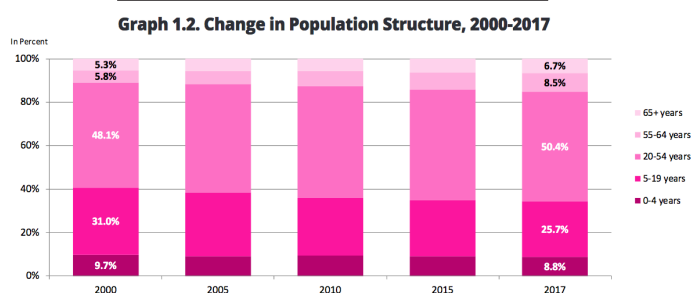


Table 1.5. Population by Age Group, 2017

COUNTRY	NUMBER ('000)					TOTAL	PERCENTAGE					TOTAL
	0-4	5-19	20-54	55-64	> 65		0-4	5-19	20-54	55-64	> 65	
Brunei Darussalam	29	102	236	32	23	421	6.8	24.1	56.0	7.6	5.4	100.0
Cambodia	1,652	4,377	7,826	1,042	821	15,718	10.5	27.8	49.8	6.6	5.2	100.0
Indonesia	23,824	68,589	133,683	20,752	15,042	261,891	9.1	26.2	51.0	7.9	5.7	100.0
Lao PDR ²⁾	709	2,181	3,217	359	286	6,753	10.5	32.3	47.6	5.3	4.2	100.0
Malaysia	2,621	7,985	16,973	2,468	2,003	32,050	8.2	24.9	53.0	7.7	6.2	100.0
Myanmar	4,976	14,886	26,098	4,202	3,227	53,388	9.3	27.9	48.9	7.9	6.0	100.0
Philippines	11,402	31,504	49,707	6,973	5,336	104,921	10.9	30.0	47.4	6.6	5.1	100.0
Singapore ¹⁾	188	640	2,057	564	517	3,966	4.7	16.1	51.9	14.2	13.0	100.0
Thailand	3,781	12,646	35,002	8,458	7,766	67,653	5.6	18.7	51.7	12.5	11.5	100.0
Viet Nam	6,912	21,559	47,825	9,460	7,916	93,672	7.4	23.0	51.1	10.1	8.5	100.0
ASEAN³⁾	56,093	164,468	322,624	54,311	42,937	640,432	8.8	25.7	50.4	8.5	6.7	100.0

Source:
ASEAN Secretariat

Notes: 1) Total Singapore resident only -- different with total population in Table 1.1
2) Total ASEAN excludes Singapore's non-resident population
3) Applying 2015 age structure

Table 1.6. Urban Population, 2008-2017

(in percent)

COUNTRY	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Brunei Darussalam	-	-	75.7	78.5	78.7	77.0	76.9	78.0	78.0	77.0
Cambodia	17.9	19.5	19.9	21.0	21.5	21.4	22.5	23.0	21.0	23.0
Indonesia	-	-	49.8	51.2	51.9	52.0	53.0	53.3	54.0	55.0
Lao PDR	29.7	-	33.2	35.0	35.3	36.0	37.6	38.0	40.0	34.0
Malaysia	63.5	63.7	71.0	71.9	72.7	73.0	74.0	74.0	75.0	75.0
Myanmar	30.6	-	30.7	30.8	30.8	30.8	30.0	30.0	35.0	30.0
Philippines	-	-	45.3	48.5	48.6	45.0	44.0	44.0	44.0	47.0
Singapore	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Thailand	33.8	-	-	36.1	33.9	44.5	49.0	49.0	52.0	49.0
Viet Nam	29.0	29.6	30.5	31.6	31.9	32.2	33.1	33.1	34.0	35.0
ASEAN	-	-	44.6	45.0	45.2	45.9	46.8	47.0	48.2	48.5

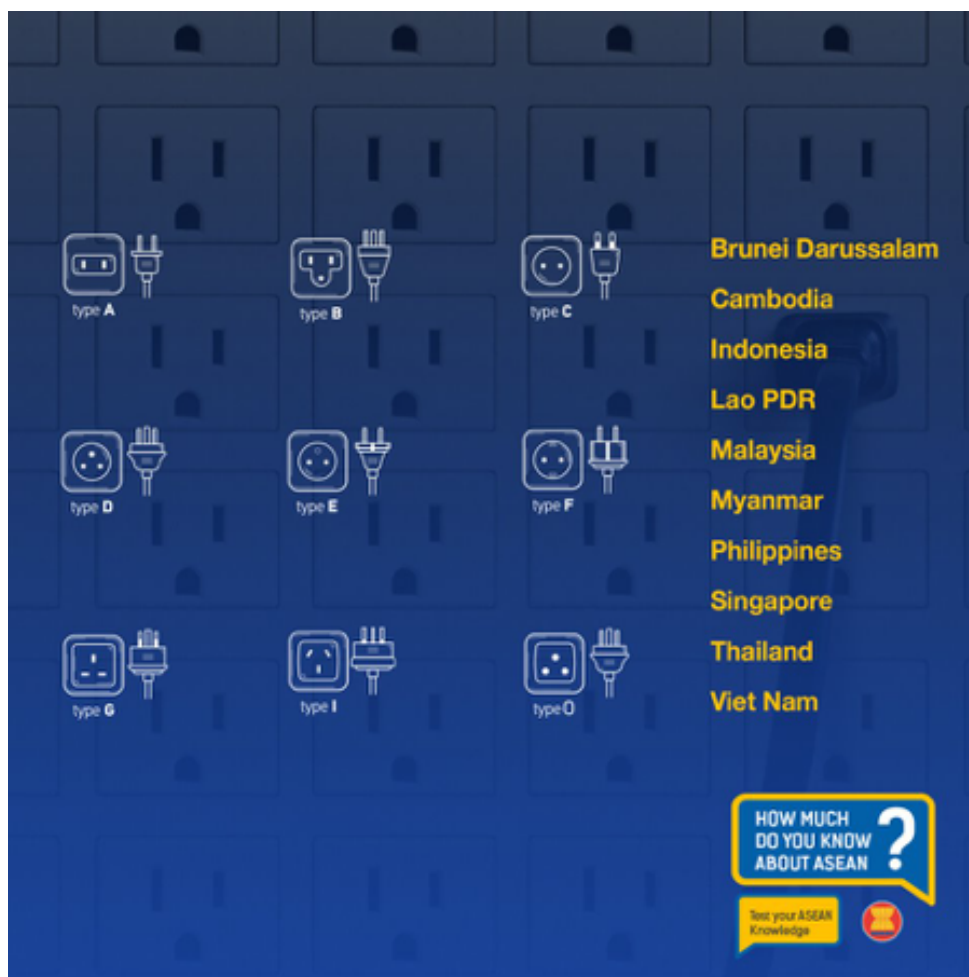
Source:

1). ASEAN Secretariat
2). Asian Development Bank, Key Indicators for Asia and the Pacific 2010-2017
3). World Bank WDI Population Data website as of 2010-2017; United Nations Population Division World Urbanization Prospects: 2018 Revision

Notes:

ASEAN figures are estimated based on AMS figures

Et pour voyager sereinement, un quizz emprunté au compte Facebook de l'ASEAN (11 mai 2019) – réponse dans la prochaine Lettre d'information :



VIE SCIENTIFIQUE DE L'OBSERVATOIRE

Publications

« D'une vulnérabilité (sécuritaire) à une autre (socio-politique) – et ses conséquences ». In Cabasset, Christine, Tran, C. (ed.). *Asie du Sud-est 2019*. Bangkok: IRASEC, 2019.

Diplomatie, « Makassar : géopolitique d'un détroit indonésien », n°96, janvier-février 2019.

Kalinga International Foundation, (India), "French Act East – and Beyond the Sea – Policy?", 23 février 2019.

Interventions

IRN-CNRS ASEAN-China Norms (Hanoi) ; *Maintaining a semblance of autonomy in the complex Singapore-China relations* (4-5 avril 2019).

Relecture du rapport *Stable Seas: Sulu and Celebes Seas*, Broomfield: One Earth Foundation, 2019, 113 p. (en ligne : <https://stableseas.org/publications/sulu-celebes-seas>)

Entretien pour Marine Jeannin, « Faut-il craindre un califat de Daech en Asie du Sud-Est ? », *Asialyst*, 18 mars 2019 (en ligne : <https://asialyst.com/fr/2019/03/18/faut-il-craindre-califat-daech-asie-du-sud-est-etat-islamique/>)

Lettre de... Koh Kong (Cambodge)

Cambodia's Koh Kong Port: Economic or Strategic

Dr Vijay Sakhujia

Former Director, National Maritime Foundation, New Delhi

Cambodia has decided to develop a cruise terminal at Koh Kong with Chinese assistance. The project is spread over 45,000 hectares and is being labeled as the future Mecca of tourism. Apparently, the land for the project is being given on a 90-years lease at a rent of 'just US\$1 million per year' to Union Development Group, a private property developer from China.

The project involves building casinos, golf courses and luxury resorts for entrainment, and the 20 kilometres long coastline will have a deep-water port meant for servicing cruise liners that would arrive with Chinese tourists. The port is also linked to a 3,400 meters long runway, longer than the international airport at Phnom Penh, that is currently under construction by the same company. At the strategic level, the Koh Kong port is seen as another node of the Maritime Silk Road such as Hambantota in Sri Lanka, Gwadar in Pakistan and Djibouti.

It is not surprising that the project has invited international scrutiny amid concerns about its commercial and financial viability. Further, there are good reasons to believe that the port can be used by the PLA Navy. These fears came to the fore after Dan Coats, the US director of national intelligence in his report referred to the possibility of the port being put to military use by China which prompted US Vice President Mike Pence to convey his country's concern in a letter to Prime Minister Hun Sen.

The Cambodian government has denied any such plans and Prime Minister Hun Sen stated, "I have received a letter from Mike Pence, US Vice President, regarding concerns that there will be a China naval base in Cambodia". He clarified that the Cambodian constitution has no provision for accommodating foreign military bases on its soil. Further, there were no plans to bring about any amendments to the constitution to facilitate such projects.

There is strong evidence of Chinese influence in Cambodia. Perhaps China has been the most accommodative to Cambodia's worries arising from possible European Union and the US sanctions following Hun Sen's unopposed election victory after the Cambodia National Rescue Party, the opposition party, was barred from contesting: a move widely seen as politically motivated. Whatever may be the outcome of the sanctions, it is fair to conclude that China has stood by Cambodia in difficult times such as these and has even offered financial support to overcome any future crisis that may emerge from the sanctions.

Meanwhile, Alibaba Cainiao Logistics Group has been invited by the Cambodian government to 'consider

selecting Kompong Chhnang Airport as logistics hub as part of the cross-border e-commerce trade within the Cambodian marketplace.' Apparently, the United Nations Development Programme (UNDP) has inked an agreement to 'share costs in a plan to nurture the country's e-commerce sector'.



Extrait de John Xenakis, «Cambodia Denies Major China-Funded Seaport Project Is a Military Base», *Breitbart*, 16 décembre 2018: <https://www.breitbart.com/national-security/2018/12/16/world-view-cambodia-denies-major-china-funded-seaport-project-is-a-military-base/>

Chronologie

BIRMANIE

Alors que la tension continuait de monter entre le parti au pouvoir et les militaires, des milliers de personnes se sont rassemblées à Yangon (ou Rangoon) le 27 février pour soutenir le projet de réforme de la constitution au sujet du rôle de l'armée en politique.

The Straits Times, 27 février 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/thousands-rally-in-myanmars-yangon-to-change-army-drafted-constitution>

Neuf policiers ont été tués par des militants lors d'une attaque dans l'Etat de Rakhine, dans l'ouest du Myanmar (ou Birmanie), toujours déchiré par des conflits ethniques et religieux.

The Straits Times, 10 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/nine-police-killed-in-attack-in-myanmar-rakhine-police>

Un tribunal au Myanmar a condamné un haut responsable de l'ethnie Rakhine à 20 ans de prison pour trahison – un verdict susceptible d'intensifier la colère face aux affrontements entre l'ethnie et l'armée dans l'ouest du pays.

The Straits Times, 19 mars 2018

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/myanmar-court-jails-rakhine-leader-for-20-years-for-treason>

Des rebelles ont pris d'assaut une base de police dans l'Etat de Rakhine, tuant deux officiers et une de leurs épouses, lors de nouveaux affrontements dans une ville historique très prisée des touristes.

The Straits Times, 11 avril 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/myanmar-rebels-storm-police-base-in-rakhine-state-amid-fresh-clashes-in-temple-town>

Graciés au nom de « l'intérêt national sur le long terme » et bénéficiant d'une amnistie surprise de la part du président birman, Wa Lone et Kyaw Soe Oo, les deux journalistes de l'agence britannique de presse Reuters, sont sortis de la prison d'Insein, à Rangoun, après 511 jours passés derrière les barreaux.

The Washington Post, 7 mai 2019

https://www.washingtonpost.com/world/pulitzer-prize-winning-reuters-reporters-freed-from-prison-in-myanmar/2019/05/06/965f75d8-7074-11e9-b5ca-3d72a9fa8ff1_story.html?utm_term=.61b5749cce16

CAMBODGE

La *Financial Action Task Force* (FATF), un observatoire international du blanchiment d'argent, a placé le Cambodge sur sa liste de surveillance ; elle craint que

le pays, n'ayant jamais engagé de poursuites dans une affaire de blanchiment d'argent, soit exposé. Cette décision risque d'impacter négativement les flux financiers et commerciaux à destination et en provenance du royaume.

The Straits Times, 22 février 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/cambodia-to-be-put-on-money-laundering-watchlist-in-move-that-may-curtail-foreign>

INDONÉSIE

Trois soldats indonésiens ont été tués à la suite d'affrontements avec des dizaines de rebelles dans la province de Papouasie, dans l'est du pays, alors que le climat de tension et de violences continue dans la région.

The Straits Times, 8 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/indonesian-soldiers-clash-with-papuan-rebels-amid-tensions-over-highway-project>

Au moins deux personnes ont été tuées et six autres sont portées disparues après que des pluies diluviennes ont causé de graves inondations dans certaines parties de l'Indonésie.

The Straits Times, 9 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/floods-in-indonesia-leave-2-dead-6-missing>

Les membres indonésiens de l'Etat islamique bloqués en Syrie après la perte du dernier bastion extrémiste dans le pays demandent à rentrer chez eux.

The Straits Times, 30 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/indonesian-isis-members-stranded-in-syria-want-to-come-hom>

Pour beaucoup, le projet titanesque de train à grande vitesse visant à relier la capitale, Jakarta, à Bandung, 150 km à l'est, et évalué à 6 milliards de dollars, représente tout ce qui ne va pas avec la *Belt and Road Initiative* chinoise.

The Straits Times, 31 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/indonesia-may-be-next-asian-country-to-spurn-china-in-election>

Un navire de guerre de la marine indonésienne a été impliqué dans une escarmouche avec les garde-côtes vietnamiens au large des Natuna après avoir capturé un bateau de pêche vietnamien opérant illégalement dans les eaux indonésiennes. Le ministère indonésien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur du Vietnam en Indonésie pour clarifier l'incident.

Jakarta Globe, 30 avril 2019

<https://jakartaglobe.id/context/indonesia-summons-vietnam-ambassador-after-tense-skirmish-in-natuna-sea>

MALAISIE

Le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a déclaré que les pays d'Asie du Sud-Est devraient se prémunir contre une implication trop importante des grandes puissances dans la région qui pourrait alimenter les conflits et conduire à une course à l'armement.

The Straits Times, 23 février 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/malaysian-pm-mahathir-warns-against-foreign-meddling-in-asean>

Les différents gouvernements ne parvenant pas à endiguer le flot de militants qui afflue dans la région, le Premier ministre malaisien Mahathir craint que l'extrémisme et le fanatisme religieux ne continuent de se répandre en Asie du Sud-Est pour les années à venir.

The Straits Times, 7 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/mahathir-extremism-will-spread-get-worse-in-the-future>

La Malaisie a expulsé et blacklisté sept militants islamistes présumés qui, selon la police, étaient impliqués ou planifiaient des attaques de grande échelle dans plusieurs pays.

The Straits Times, 10 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/nine-suspected-militants-arrested-by-malaysia-amid-fears-of-large-scale-attacks>

Malaysia Rail Link et *China Communications Construction Company* ont signé un nouvel accord qui ouvre la voie à la reprise du projet ECRL (*East Coast Rail Link*), après des mois de négociations entre les sociétés ainsi que les gouvernements de Malaisie et de Chine.

The Straits Times, 12 avril 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/145-bln-deal-signed-with-china-on-malaysias-east-coast-rail-link-mahathirs-office>

PHILIPPINES

Les États-Unis ont annoncé que toute attaque contre les forces de sécurité philippines en mer de Chine méridionale déclencherait un traité vieux de 67 ans qui obligerait les troupes américaines à intervenir. Le ministre philippin de la Défense a ensuite déclaré que le gouvernement devrait revoir ce traité afin d'éviter de provoquer un conflit armé avec la Chine.

The Straits Times, 2 et 5 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/us-will-defend-philippines-in-south-china-sea-pompeo>
<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/the-philippines-defence-minister-fearing-war-with-china-seeks-review-of-us-treaty>

Les responsables de la sécurité aux Philippines ont annoncé qu'ils pensaient avoir neutralisé les restes d'une alliance d'extrémistes toujours fidèles à l'État islamique en Irak et en Syrie (ISIS), à la suite de la mort

présumée de leur chef de file lors d'affrontements dans la province de Lanao del Sur, 800 km au sud de Manille.

The Straits Times, 16 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/philippines-hopes-islamist-group-neutralised-after-de-facto-leader-killed>

Aux Philippines, une nation en proie à des groupes armés allant de simples kidnappeurs à des mouvements sécessionnistes islamistes, la Nouvelle armée populaire communiste (NPA) fait partie des organisations les plus meurtrières. Après cinq décennies d'efforts de paix infructueux, la fin de la violence ne semble pas encore en vue.

The Straits Times, 27 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/no-end-in-sight-as-philippines-communist-revolt-marks-50th-year>

Plus de 7 500 soldats américains et philippins ont entamé leur plus important exercice militaire annuel conjoint, *Balikatan*, alors qu'en même temps, certaines sources faisaient état d'empiétements chinois dans les eaux territoriales des Philippines en mer de Chine méridionale. Plus tard, le secrétaire aux Affaires étrangères, Teodoro Locsin, a annoncé que les États-Unis resteront bien le seul allié militaire des Philippines.

The Straits Times, 1^{er} et 8 avril 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/us-philippine-troops-kick-off-annual-wargames-as-irritants-emerge-in-manila-beijing>
<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/us-will-be-philippines-only-military-ally-foreign-chief-says>

Le gouvernement philippin devrait empêcher la Chine d'acquérir le plus grand chantier naval du pays, situé à l'entrée de la mer de Chine méridionale, alors que la présence militaire croissante de Beijing dans la région et sa menace potentielle pour la sécurité nationale continuent de préoccuper les gouvernements régionaux.

Nikkei Asian Review, 25 avril 2019

<https://asia.nikkei.com/Politics/Manila-set-to-block-Chinese-bidders-from-largest-shipyard2>



«China ships were visible throughout the PH-US search and rescue exercise. Here's a US interceptor (left), China coast guard (middle) and PH coast guard (right).»
Twitter, 15 mai 2019

<https://twitter.com/FMangosingINQ/status/1128461376005885953>

SINGAPOUR

A la suite du remaniement ministériel du mois dernier, le ministre des Finances, Heng Swee Keat, a été promu au rang de vice-Premier ministre. Déjà nommé premier secrétaire général adjoint du *People's Action Party* en novembre dernier, cette dernière promotion est une nouvelle indication que M. Heng est bien le favori pour être prochain Premier ministre de Singapour.

Channel News Asia, 23 avril 2019

<https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/tharman-shanmugaratnam-step-down-dpm-cabinet-reshuffle-pmo-11471288>

THAÏLANDE

Deux policiers thaïlandais ont été exécutés après avoir été enlevés dans un magasin de thé dans les régions frontalières du sud du royaume. Ces dernières voient un retour des violences et d'une insurrection sanguinaire qui dure maintenant depuis plus de 15 ans.

The Straits Times, 27 février 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/two-policemen-abducted-shot-dead-in-thailands-restive-south>

La Cour constitutionnelle thaïlandaise a dissous le parti d'opposition *Thai Raksa Chart*, qui avait proposé la candidature de la sœur du roi à la présidence du Conseil des ministres avant les élections du mois dernier, un acte que la commission a qualifié d'hostile envers la monarchie constitutionnelle.

The Straits Times, 7 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/judgement-day-dawns-for-thai-raksa-chart>

Le chef de la junte thaïlandaise a réfuté les critiques concernant une nouvelle loi controversée sur la cybersécurité, affirmant qu'elle ne serait pas utilisée pour mettre les citoyens sur écoute.

The Straits Times, 14 mars 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/thai-junta-chief-says-cybersecurity-bill-not-used-to-tap-phones>

Publications

- ELECTIONS EN THAÏLANDE : LE RÔLE CONTROVERSÉ DE LA COMMISSION ÉLECTORALE
Thailand's tainted Election Commission - Khemthong Tonsakulrungruang, *New Mandala*, 18 avril 2019.
Irregularities Cloud Thailand's 2019 Election Results - Erin Cook, *The Diplomat*, 30 mars 2019.

Faute de résultats officiels, la confusion continue de régner en Thaïlande autour des premières élections législatives depuis le coup d'État de 2014. Plus de quatre semaines après le scrutin, les annonces contradictoires de la commission électorale n'ont pas manqué de raviver les soupçons de fraude électorale orchestrée par la junte, et d'accentuer les divisions politiques entre les militaires et l'opposition démocratique déjà bien présentes. Dans *New Mandala*, Khemthong Tonsakulrungruang s'intéresse justement au rôle très controversé et souvent ignoré des commissions électorales thaïlandaises, organismes présumés impartiaux, investis du devoir d'assurer le maintien d'élections libres et équitables dans le pays. Cependant, depuis leur création en 1997, la confiance du peuple thaïlandais en cet organisme ne fait que chuter.

Tonsakulrungruang revient notamment sur le rôle crucial joué par la deuxième commission électorale en 2006 qui, accusée d'avoir un parti pris envers Thaksin Shinawatra, n'a pu empêcher l'annulation du scrutin qui mena au coup d'état cette même année. Ses commissaires furent ensuite même arrêtés et emprisonnés. Inversement, la troisième commission, nommée par la junte de 2006, supervisa deux élections – 2007 et 2011 – et est en parti jugée responsable de la dissolution de nombreux partis d'opposition associés à Thaksin. La quatrième commission, probablement une des plus controversées, refusa d'organiser les élections en 2014, prenant pour cause les manifestations anti-gouvernementales, ce qui poussa la cour constitutionnelle à annuler le scrutin, ouvrant ainsi la voie au dernier coup d'état en date. La commission actuelle, nommée par la junte, n'a pas non plus tardé à faire parler d'elle quand elle n'a pas hésité à dissoudre le Thai Raksa Chart, parti associé à

Thaksin, après avoir pourtant refusé de fouiller dans les papiers du Phalang Pracharath, proxy du NCPO (National Council for Peace and Order), pourtant soupçonné de fraude (cf. supra – Chronologie).

La commission électorale n'aura donc pas annoncé les résultats des dernières élections avant le couronnement du roi Vajiralongkorn. Tonsakulrungruang craint que ce délai ne lui donne le temps de disqualifier certains candidats, faisant ainsi pencher la balance en faveur du Phalang Pracharath. Cependant, si une partie du public demande la destitution de la commission, jugée trop partielle et inapte à remplir sa mission, le manque de transparence et l'absence de reddition de compte de cet organisme, qui ne répond ni à la cour constitutionnelle, ni à la cour administrative, ne laissent que peu de marge de manœuvre.

La seule option, pour Tonsakulrungruang, serait une réforme complète de la commission électorale – quelque chose qu'il n'imagine que dans le cas d'une victoire de l'opposition démocratique. Et c'est cette même commission qui en détiendrait les clés. Le chien qui se mord la queue, donc...

- ELECTIONS EN INDONÉSIE : LES CLÉS D'UNE VICTOIRE EN DEMI-TEINTE POUR JOKOWI
Indonesian Presidential Election 2019 – After the Big Fight: Results and Implications - Alexander Raymond Arifianto, *RSIS COMMENTARY*, 22 avril 2019.
Indonesia election: hardline Islam, where it all went wrong for Prabowo Subianto - Yohanes Sulaiman, *South China Morning Post*, 18 avril 2019.

Pour beaucoup, c'est « la campagne électorale la plus polarisée de l'histoire du pays ». Alors qu'on attend toujours l'annonce des résultats officiels, prévue le 22 mai, les trois principaux instituts de sondage indonésiens

Traduction : «En route vers la Chambre des représentants du peuple» / «Echec sur la route de la Chambre des représentants du peuple»

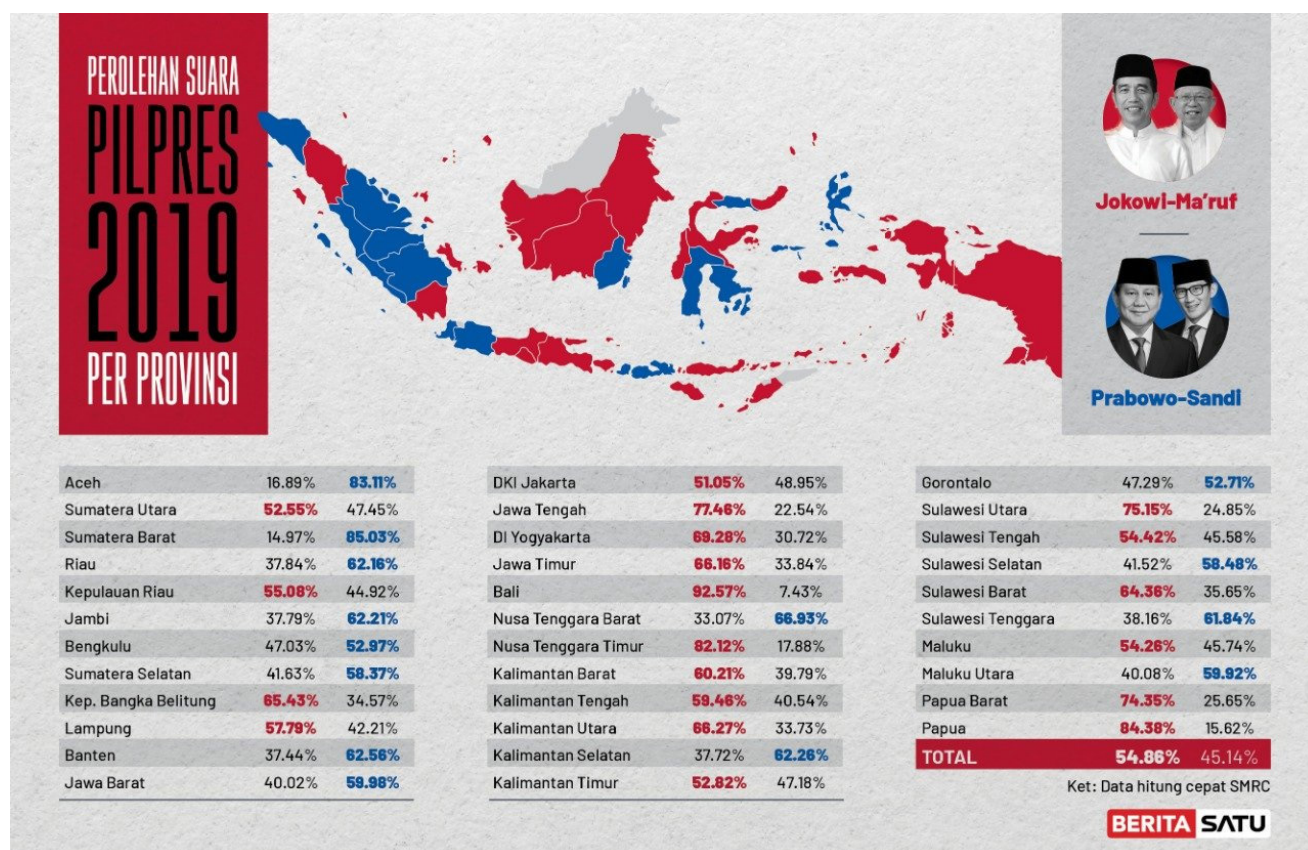
<https://twitter.com/Beritasatu/status/1119990566840700928?s=03>



accordent au moins 55% des voix à Joko Widodo contre 44% environ pour son adversaire, l'ex-général Prabowo Subianto, qui conteste le résultat provisoire. Certes, tout pousse à croire à la réélection annoncée du président sortant, Jokowi, avec une forte augmentation du nombre de voix par rapport à 2014, notamment dans le centre et l'est de Java. Pourtant, pour beaucoup, « l'Obama indonésien » doit plus sa victoire à la personnalité et aux erreurs de son adversaire qu'au bilan de son premier mandat. D'ailleurs, selon les derniers sondages, l'ancien général aurait remporté le vote populaire dans quatre provinces de plus qu'en 2014, et serait donné gagnant dans 14 provinces, certaines des plus conservatrices, qui incluraient l'ouest de Java, Banten et le nord de Sumatra.

Pour Alexander Raymond Arifianto, le taux de participation électorale, presque 10% plus élevée qu'en 2014, est une des clés de la victoire de Jokowi et un facteur décisif expliquant l'augmentation considérable du nombre de voix qu'il a obtenues par rapport à l'élection présidentielle de 2014 dans deux grandes provinces, l'ouest et le centre de Java. En effet, dans le centre de Java, la province natale de Jokowi qui compte plus de 28 millions de votants, le président sortant a obtenu 77% des votes, contre 67% en 2014. Dans l'ouest de l'île, une province comptant elle plus de 31 millions de votants, Jokowi aurait selon les derniers sondages accru sa marge vis-à-vis Probowo de 6% en 2014, à 33% la semaine dernière, signifiant ainsi que Jokowi a enregistré une augmentation significative du nombre de voix dans cette province.

Pour Yohanes Sulaiman, c'est en s'alliant avec à la plus grande organisation musulmane d'Indonésie, Nahdlatul Ulama (NU), que Jokowi se serait assuré de la victoire. Depuis 2014, les partisans de Prabowo n'ont pas arrêté de décrire Jokowi comme un ennemi de l'Islam, un communiste et catholique, alors que le dirigeant sortant est bien un musulman javanais dévot. Puisant aussi dans un sentiment anti-chinois latent, ces attaques visant à discréditer la politique et le mandat de Jokowi se sont intensifiées à partir de 2017. C'est donc face à cette menace que Jokowi a eu la brillante idée de nommer Ma'ruf Amin, haut responsable du NU, comme candidat à la vice-présidence, divisant ainsi ses adversaires islamistes. Ces actions ont aussi contribué au renforcement de ses voix dans le centre et l'est de Java, deux des provinces les plus peuplées d'Indonésie.



Traduction : «Elections présidentielles - estimations à la sorties des urnes en 2019 et résultats de 2014»

<https://twitter.com/Beritasatu/status/1119990070528712704?s=03>

Vu sur Twitter

A propos des élections en Thaïlande



- Le détail des résultats pour les élections en Thaïlande, tels que publiés le 8 mai... :

Saksith Saiyasombut (@SaksithCNA) - « Detailed breakdown of #ThaiElection19 results, as of May 8, 2019. (Note: 2 seats not endorsed because of pending by-election in Chiang Mai constituency no. 8) »

No.	Party	Constituencies	Party-List	Total
1	Pheu Thai	136	0	136
2	PPRP (Palang Pracharat)	97	18	115
3	Bhumjaithai	39	12	51
4	Democrat	33	19	52
5	Future Forward	30	50	80
6	Chatthaiphattana	6	4	10
7	Prachachat	6	1	7
8	Chatphatthana	1	2	3
9	ACT (Action Coalition of Thailand)	1	4	5
10	Serirumthai (Thai Liberal Party)	0	10	10
11	New Economics Party	0	6	6
12	Pheu Chart	0	5	5
13	Thai Local Power Party	0	3	3
14	Thai Forest Conservation Party	0	2	2
15	Thai People Power Party	0	1	1
16	Palang Chart Thai	0	1	1
17	Prachapiwat	0	1	1
18	Thai Sriwilai	0	1	1
19	Palang Thai Rak Thai	0	1	1
20	Kru Thai Pheu Prachachon	0	1	1
21	Pracha Niyom	0	1	1
22	Pracha Dhamma Thai	0	1	1
23	People Reform Party	0	1	1
24	Phonlamuangthai	0	1	1
25	New Democracy	0	1	1
26	Palang Dhamma	0	1	1
27	Rak Dhamma	0	1	1
	TOTAL	349	149	498

... a donné lieu à de nombreux commentaires sur le mode de scrutin :

Zachary Abuza (@ZachAbuza), 8 mai - « Palang Pracharath disputes Pheu Thai's claim of a majority" because only in juntaland is 97>136. »

« 18 parties that won NO constituency seats were awarded 39 party list seats

(26.2%). Pheu Thai, which won 136 seats got no party list seats. Miraculously the pro-Junta party which won 97 seats was awarded 18 party list seats. So effing shameless. »

Jack Board (@JackBoardCNA) - « Thailand's election commission's vote calculating system has come back with 13 micro parties with one MP elected to parliament. Some of them well below the previous threshold. And they potentially hold all the power to decide the next government »

Aaron Connelly (@ConnellyAL) - « The formula for calculating party list seats was unclear right up until the last minute, and appears to have produced a result congenial to the junta's interests. »

Avec ces premières conclusions, lapidaires :

Zachary Abuza (@ZachAbuza), 8 mai - « There was no formula. Seats were apportioned in the junta's interests. »

Ou encore:

Zachary Abuza (@ZachAbuza), 9 mai - « And it doesn't matter in the least. »

En réponse à:

Piriyathep K (@PKinbangkok) - « BBC News - Thai election: Opposition Pheu Thai Party wins most seats. »

- Epilogue thaïlandais

Saksith Saiyasombut (@SaksithCNA), 13 mai - « After today's announcement of the 11-parties bloc to join @pprpthailand to form the next govt with @prayutofficial as the next PM, here's the current state of play with the balance slightly shifting towards the military front. #ThaiElection19 (Reupload) »

JQ Public (@JQP6) , 13 mai - « A remarkable thing about that chart is that, absent flagrant violation of the constitution+election rules by the junta, EC +Con Ct, the anti-junta forces would actually have won enough votes to form the next government. That's an amazing achievement after 5 yrs of dictatorship. »
(voir tableau ci-contre)




- En attendant les résultats officiels indonésiens, cette première leçon à l'échelle régionale :

Michael Vatikiotis (@jagowriter) - « The results of two recent elections in #SoutheastAsia - #Thailand and #Indonesia - generated conflict and tension revealing underlying social divides and manipulation of popular sovereignty. Democracy weakened as elites use legal and other measures to mitigate the divide. »

THAILAND VOTES 2019

POTENTIAL COALITIONS

(Parliamentary majority: 251)

ANTI MILITARY: 245			PRO MILITARY: 132		
	PHEU THAI PARTY	136		PALANG PRACHARAT	115
	FUTURE FORWARD	80		ACTION COALITION FOR THAILAND	5
	THAI LIBERAL PARTY	10		PEOPLE REFORM PARTY	1
	PRACHACHART PARTY	7		PALANG THAI RAK THAI	1
	NEW ECONOMICS PARTY	6		NEW DEMOCRACY PARTY	1
	PHEU CHART PARTY	5		PRACHANIYOM PARTY	1
	THAI PEOPLE POWER	1		THAI PEOPLE JUSTICE PARTY	1
UNDECIDED: 121				THAI CITIZEN POWER PARTY	1
	DEMOCRAT PARTY	52		THAI TEACHERS FOR PEOPLE	1
	BHUMJAITHAI	51		THAI RAK THAM PARTY	1
	CHART THAI PATTANA	10		THAI NATION POWER PARTY	1
	CHART PATTANA	3		THAI CIVILIZED PARTY	1
	THAI LOCAL POWER PARTY	3		NEW PALANGDHARMA	1
	THAI FOREST CONSERVATION	2		PEOPLE PROGRESSIVE	1

Source: Election Commission of Thailand. Results as of May 8, 2019. Potential coalitions as of May 13, 2019. Infographic by: Saksith Saiyasombut

Personnalités

PHILIPPINES - Sara Duterte



Née le 31 mai 1978

Maire de Davao City depuis le 30 juin 2016

Aujourd'hui à la tête de la nouvelle coalition du *Hugpong ng Pagbabago* (HNP ou *Faction for Change*), Sara Duterte est probablement la deuxième personnalité politique la plus importante des Philippines, après son père, et malgré le fait qu'elle n'ait jamais occupé de poste au niveau national. Pourtant, il y a un peu plus d'un an, le HNP n'existait pas encore. Le rôle principal de Sara Duterte était alors celui de maire de Davao City, position à laquelle elle a succédé à son père en 2013 après que ce dernier fut interdit de se représenter. Mais très vite après sa création et sous l'impulsion de Sara Duterte, le HNP, initialement un simple parti régional de Mindanao, écarta et absorba une grande partie du PDP-Laban (*Partido Demokratiko Pilipino-Lakas ng Bayan* ou *Philippine Democratic Party-People's Power*) pour devenir la force dominante au sein de la Chambre des représentants. La nouvelle coalition joua même un rôle décisif dans le remplacement du président de la chambre issu du PDP-Laban, Pantaleon Alvarez, par Gloria Macapagal-Arroyo, et du président du Sénat issu du PDP-Laban, Aquilino "Koko" Pimentel, par Vicente "Tito" Sotto III.

Sara Duterte est aujourd'hui la figure de proue du HNP dans la course au Sénat qui se déroulera le 13 mai prochain. Ayant remporté plus de 99% des suffrages lors de sa réélection à la mairie de Davao City en 2016, elle peut compter sur un fort support provenant de sa ville natale et se permettre de s'en absenter. Pour beaucoup, tenant compte du fait que Sara Duterte ne pourra pas être candidate à la réélection à la mairie de Davao City, la montée en puissance fulgurante du HNP et la conduite impressionnante de la course au Sénat pourraient n'être qu'une répétition générale préparant une candidature de Sara Duterte à la présidence en 2022. De nombreux élus locaux et nationaux l'annoncent déjà comme la prochaine présidente. Parmi eux figurent les sénateurs Panfilo "Ping" Lacson et Edgardo "Sonny" Angara,

ainsi que l'ancien président et actuel maire de la ville de Manille, Joseph "Erap" Estrada.

La coalition du HNP est à la fois révélatrice de la nature fluide et éphémère des partis politiques aux Philippines, et pourrait en effet bien constituer une base solide pour une candidature à l'élection présidentielle de 2022 de Sara Duterte. À l'échelle nationale, le HNP est basé sur une coalition entre les dynasties des Marcos, des Macapagal-Arroyo et des Duterte. Il est en effet indéniable que Sara Duterte, Imelda Marcos et Gloria Macapagal-Arroyo ont été les figures centrales de la destitution d'Alvarez à la présidence de la Chambre. C'était cette même coalition qui était à l'origine de la victoire de Rodrigo Duterte en 2016. Si le HNP parvient à maintenir cette coalition grandissante de dynasties politiques locales, à maintenir sa super-majorité à la Chambre des représentants et à en établir une au Sénat, la voie vers la présidence de 2022 sera alors toute tracée pour Sara Duterte. Il est en effet très difficile d'imaginer comment la coalition en déclin du Parti libéral dirigé par la vice-présidente actuelle, Leni Robredo, pourrait rivaliser à l'échelle nationale en 2022. Mais beaucoup de choses peuvent encore se passer en trois ans...

INDONÉSIE - Arif Havas Oegroseno



Né le 12 mars 1963

Ambassadeur indonésien en Allemagne

Au cours de ses plus de 30 ans de carrière, l'ambassadeur Arif Havas Oegroseno a mené les négociations autour de nombreux accords bilatéraux et régionaux, notamment concernant les frontières maritimes indonésiennes, l'entraide judiciaire et pénale internationale, et les négociations en matière d'extradition, visant à renforcer le cadre international de sécurité. En tant que diplomate et fonctionnaire, il participe aussi à des nombreuses conférences internationales, intervenant dans diverses institutions académiques renommées, contribuant à la rédaction d'ouvrages, et commentant régulièrement l'actualité internationale dans de nombreuses publications. En 2017, alors vice-ministre coordinateur

des Affaires maritimes, Arif Havas Oegroseno a été à l'origine de la proposition qui visait à renommer la mer de Chine méridionale dans sa partie indonésienne. Une décision qui suscita alors l'ire de la Chine.

Dans le cadre d'une réactualisation de la carte de la République indonésienne, Arif Havas Oegroseno rebaptisa en effet un bras de mer, jusqu'alors faisant partie sur les cartes de la mer de Chine méridionale, "Mer septentrionale des Natuna". Pour corser le problème, ce bras de mer, qui s'étend dans la zone économique exclusive (ZEE) indonésienne au nord de l'archipel des Natuna, est incluse en partie à l'intérieur de la ligne en neuf traits sur laquelle la Chine affirme détenir une souveraineté territoriale. Dans le contexte du renforcement de la présence militaire indonésienne dans l'archipel des Natuna face aux revendications territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale, le gouvernement chinois a immédiatement réagi, déplorant la démarche et insistant sur le fait qu'elle n'aidait pas la situation dans la région. Réaction à laquelle Arif Havas Oegroseno s'empressa d'affirmer que l'Indonésie n'a pas de conflit territorial avec la Chine et qu'il est tout à fait normal et bénin pour un pays de nommer ou renommer des lieux sur son territoire. Il expliqua par ailleurs que les raisons derrière cette décision étaient, d'une part, afin de limiter la confusion concernant la souveraineté territoriale du plateau continental, et d'autre part, pour fournir des directives claires à la marine et aux gardes côtes indonésiens chargée de l'application de la loi maritime nationale dans la zone.

Cependant, on peut se poser des questions sur les réelles intentions de l'administration Jokowi. Pour beaucoup, le changement de nom était une façon pour le président, maintenant réélu, de polir sa rhétorique nationale et nationaliste, primordiale à la survie de son administration, tout en explicitant ses intentions stratégiques envers la Chine. Il semble néanmoins que, si le changement de nom a pu en effet irriter Pékin, la Chine reconnaît que cela n'a pas pour autant modifié le statu quo, du moins pour le moment. Havas a d'ailleurs été muté entretemps en Allemagne.

Avec la réélection de Jokowi, il faudra donc garder un œil sur le rôle que jouera Arif Havas Oegroseno ; sa place au sein des nouvelles équipes en place, ainsi que celle de Luhut, le ministre-coordonateur en titre pour les Affaires maritimes et plus proche de Pékin, en dira long sur la diplomatie indonésienne à venir vis-à-vis de la Chine.

THAÏLANDE - Chefs de file du Parti démocrate thaïlandais

C'est finalement Jurin Laksanavisit qui a été désigné le 15 mai pour prendre la tête des Démocrates.

Nattaya Chetchotiros, "Jurin seen as front-runner to lead Dems", *The Bangkok Post*, 14 mai 2019 : <https://www.bangkokpost.com/news/politics/1676996/jurin-seen-as-front-runner-to-lead-dems> (consulté en mai 2019).

MIXED DECK FOR PRIZE ROLE			
Leadership Candidates: Strengths and Weaknesses			
			
JURIN LAKSANAVISIT	APIRAK KOSAYODHIN	PIRAPAN SALIRATHAVIBHAGA	KORN CHATIKAVANIJ
<p>Strengths</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Most senior of all the candidates, having been elected as an MP 11 times and serving as a cabinet minister for five ministries ▶ Has the support of party leader Chuan Leekpai, a former prime minister ▶ Has close ties with key party figures <p>Weaknesses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Lacks a strong international profile (his graduate and post-graduate studies were at Thai universities) ▶ Has little support from the party's rank and file. 	<p>Strengths</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Served two terms as Bangkok governor ▶ Regarded as an outstanding executive ▶ Retains close ties with and is supported by many in and outside the party ▶ Has strong interpersonal skills ▶ Has a strong team of party members on his side, including Sathit Wongnongtoey, a former activist in the now-defunct People's Democratic Reform Committee <p>Weaknesses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Has limited support from current party MPs ▶ Long absence from any of the party's executive posts 	<p>Strengths</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ A six-time former MP and ex-justice minister ▶ Is winning increasing support from key Democrat figures ▶ Independent of internal influence from party figures ▶ Outstanding performances in the field of law ▶ Has vowed to not assume a cabinet post in the event of the Democrat Party joining a coalition government <p>Weaknesses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Appears isolated from the party and has little attachment to its members ▶ Ministerial performances not widely recognised 	<p>Strengths</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Retains an image as a pro-reformist pushing for change in the party ▶ Possesses a high profile internationally, having served as a former finance minister with both global and regional recognition ▶ Has a strong background in finance and the stock market <p>Weaknesses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Has failed to secure significant support from former and incumbent MPs

Agenda

La présidence de l'ASEAN est assurée en 2019 par la Thaïlande.

La coordination du groupe Chine-ASEAN est quant à elle confiée aux Philippines (*cf infra*).

13 mai	Elections générales aux Philippines (<i>midterm</i>)
15 - 17 mai	16 th ASEAN Regional Forum Security Policy Conference (ASPC)
16 mai	Journée internationale du vivre-ensemble en paix
18 mai	17 th ASEAN-China Senior Officials Meeting on the Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea (SOM-DOC)
18 mai	<i>Wesak / Vesak</i> : Grande fête <i>theravada</i> de la naissance, de l'éveil et du <i>parinirvana</i> (<i>nirvana</i> complet) du Bouddha.
22 mai	Résultats officiels des élections indonésiennes
27 - 31 mai	Séries de réunions de l'ASEAN à Bangkok
31 mai	<i>Armed Forces Day</i> (Brunei Darussalam)
31 mai - 2 juin	Shangri-La Dialogue
31 mai - 2 juin	Escale du porte-avions <i>Charles de Gaulle</i> à Singapour
3 juin	Forum ASEAN-Japon
5 juin	Journée mondiale de l'environnement
5 juin	<i>Hari Raya / Lebaran / Aid al Fitr</i>
12 juin	Journée de l'indépendance aux Philippines
20 juin	Journée mondiale des réfugiés
20 - 23 juin	34 th ASEAN Summit (et série de réunions) à Bangkok
24 - 26 juin	Asia-Pacific Roundtable (APR).à l'ISIS Malaysia

Coordinateur des groupes bilatéraux pour 2018-2021 et 2021-2025

ASEAN DIALOGUE COORDINATORSHIP JULY 2015-JULY 2024

(source: ASEAN)

No.	Dialogue Partners	ASEAN Country Coordinator		
		2015-2018	2018-2021	2021-2024
1	Australia	Myanmar	Malaysia	Lao PDR
2	Canada	Philippines	Myanmar	Malaysia
3	China	Singapore	Philippines	Myanmar
4	European Union	Thailand	Singapore	Philippines
5	India	Viet Nam	Thailand	Singapore
6	Japan	Brunei Darussalam	Viet Nam	Thailand
7	Republic of Korea	Cambodia	Brunei Darussalam	Viet Nam
8	New Zealand	Indonesia	Cambodia	Brunei Darussalam
9	Russia	Lao PDR	Indonesia	Cambodia
10	United States	Malaysia	Lao PDR	Indonesia

SECTORAL DIALOGUE PARTNER

No.	Sectoral Dialogue Partners	Coordinator
1	Pakistan	ASEAN Secretariat
2	Norway	ASEAN Secretariat
3	Switzerland	ASEAN Secretariat
4	Turkey	ASEAN Secretariat

DEVELOPMENT PARTNER

No.	Development Partner	Coordinator
1	Germany	ASEAN Secretariat

3 Questions à...

Aaron Rabena

Program Convenor and Fellow, Asia Pacific Pathways to Progress (Manila)

Are the results of the 2019 Philippine general election (13th of May) in phase with what analysts and experts expected?

It's not so surprising because public opinion polls also showed preference for the administration and independent candidates. The elections likewise imply, which is consistent with public opinion polls, that President Duterte continues to enjoy the public's vote of confidence.

Any comments about this tweet (13th of May 2019) of Lyle Morris (@LyleJMorris):

"Seeing a lot of "pray for Philippines" and "RIP Philippines" in my news feed. I sense Filipinos are disappointed in the results. #philippineelection2019"

Does it mean that the elite is disappointed? Do you agree with this comment and reply by Jess Nemis (@jmn914) :

"That is not the sentiment of the majority of the Filipinos. Maybe most people in your feed are part of the elite who, for a long time, believed only they knew, from their glass houses looking at the hard-up masses, what's best for PH. Now they're so clueless".

I guess they are of the opinion that with administrative candidates in place, not much could be done. The elections actually showed that the opposition candidates, particularly their personalities and platforms, were undesirable and unappealing to the public.

The public is tired of politicians who have nice mouths (or those with «decent» and «moral» facades) but do not really deliver or are hypocrites. To many Filipinos, Duterte represents stability, order, and political will (action) who gets things done. With his allies in place, there could be more expediency in legislation and greater collaboration between the executive and legislative departments.

The reason why Duterte continues to be popular is that beyond the «optics» (uncouth remarks and bad mouth), he actually delivers and addresses the immediate tangible needs of the public (e.g., peace and order; infrastructure). It's simply Abraham Maslow's Hierarchy of Needs.

What is taking place in the Philippines is populism not authoritarianism. The country continues to have an independent Supreme Court (see decision enjoining the government to take stronger measures to safeguard and assert maritime/sovereign rights in the West Philippines

Sea (South China Sea).

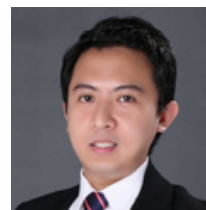
One would also notice that the opposition has no clear and credible leader and lacks an alternative development agenda, which is why they fail to connect with the masses.

What about the (possible) impacts/lessons in foreign affairs?

The foreign policy trajectory of the President will likely be the same. The broader composition of the Senate shows that there are still opposition members. And senators, even those currently aligned with President Duterte, decide not based on political alliances or coalitions, but on issues at hand and on national interest (e.g., South China Sea; engagement policy with China).

Ironically, while China and President Duterte's China policy are unpopular, the President remains popular. What this means is that the public likes the President more for his domestic agenda and not necessarily for his foreign (or China) policy.

A lot of things can still happen in three years. Continuity of Duterte's brand of leadership (through a successor) and the emergence of new political alignments will depend on how President Duterte will fare in his last three years in office.



Dr Aaron Jed Rabena is Program Convenor and Fellow, Asia Pacific Pathways to Progress (Manila). He completed his PhD in International Relations at Shandong University in the People's Republic of China.